

M. THOMPSON: Croyez-vous cette mission importante, vu la situation générale au Vietnam et dans le sud-est asiatique?

M. MARTIN (*Essex-Est*): Il est évident que c'est un des facteurs qui a précédé la création d'une telle mission; ce n'est pas le seul facteur. Pour plusieurs raisons, il est important que nous ayons une mission maintenant dans ce pays, et les exigences de notre programme d'aide extérieure constituent l'une de ces raisons. Nous avons un important programme d'aide extérieure là-bas et il faudra qu'il se trouve au sein de notre mission quelqu'un pour traiter des problèmes de plus en plus nombreux qui naissent de notre assistance extérieure à la Thaïlande.

M. THOMPSON: Y a-t-il présentement des discussions au niveau des deux présidents des puissances de Genève quant à la marche à suivre advenant l'adoption de votre premier point?

M. MARTIN (*Essex-Est*): Je ne saurais dire s'il y en a présentement entre les deux présidents, mais je ne doute pas que chacun des pays qu'ils représentent seront tenus au courant de notre analyse de la situation qui pourrait s'ensuivre.

M. Brown, ministre aux affaires étrangères du Royaume-uni se rendra très prochainement à Moscou.

M. THOMPSON: Je sais que notre temps est limité, de même que celui de M. le Ministre, et je n'ai donc plus qu'une dernière question, Monsieur le Président.

Avec la perspective d'élections nationales au Vietnam du Sud cette année, avec des élections municipales déjà en cours et l'acceptation de la nouvelle constitution établie par l'assemblée provisoire constituante, quelle est l'importance que vous accordez à ces événements, en ce qui touche l'effet qu'ils auront sur la situation générale du Vietnam-sud par rapport à la cessation des hostilités actuelles?

M. MARTIN (*Essex-Est*): Dans le discours d'ouverture que j'ai prononcé hier, j'ai dit que nous avions raison de nous sentir encouragés par le progrès qui se fait jour au Vietnam-sud en vue de l'établissement d'un gouvernement responsable.

M. THOMPSON: Ce sera tout pour ce matin, Monsieur le Président.

Le PRÉSIDENT: Merci; M. Lambert?

M. LAMBERT: Relativement à la page 13 et au programme de désengagement en quatre points proposé par M. le Ministre, sans parler pour l'instant de l'égide sous laquelle le programme pourrait s'accomplir, je me demande jusqu'où on est allé dans la mise au point du programme théorique, au sujet de ce qui suit. S'il y avait désengagement, les deux parties auraient des obligations et des engagements à prendre, mais comme nous le savons, les engagements ont été brisés. Comment réparer les ruptures? Que faut-il faire avec ces ruptures? En quelque sorte, je reprends d'assez près les questions de M. Harkness au sujet des aspects pratiques de la proposition de M. le ministre. De quelle façon croyez-vous mettre en vigueur ce genre d'entente?

M. MARTIN (*Essex-Est*): Comme je l'ai déjà dit, je crois qu'il serait nécessaire, si le programme en quatre points envisagé aux termes des Accords devait être mis en vigueur, d'étendre les prérogatives de la Commission, mais je ne saurais dire jusqu'à quel point. J'ai dit toutefois, en réponse à une question de M.